



HAL
open science

Faire l'expérience des expositions aux pesticides au sein des "espaces publics numériques"

Aymeric Luneau

► To cite this version:

Aymeric Luneau. Faire l'expérience des expositions aux pesticides au sein des "espaces publics numériques". Exposer, s'exposer, être exposé aux pesticides. L'exposition au prisme des SHS, Mar 2022, Bordeaux, France. hal-03905870

HAL Id: hal-03905870

<https://sciencespo.hal.science/hal-03905870>

Submitted on 19 Dec 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Faire l'expérience des expositions aux pesticides au sein des « espaces publics numériques »

Aymeric Luneau, Médialab, Sciences Po Paris, aymeric.luneau@sciencespo.fr

Exposer, s'exposer, être exposé aux pesticides

L'exposition au prisme des SHS

3^e Journées d'étude du réseau SHS-Pesticides 17 et 18 mars 2022, Bordeaux (Cap Métiers, 102 avenue de Canéjan 33600 Pessac)

Les travaux en sciences sociales consacrés aux mobilisations de victimes de pollutions montrent que faire l'expérience d'une exposition à des substances toxiques ne va pas de soi. Une telle expérience suppose souvent un processus collectif d'enquête au cours duquel les personnes malades, leurs proches, les professionnelles de santé et les pouvoirs publics éventuellement procèdent à des rapprochements entre des troubles - pour peu qu'ils existent déjà - et une ou plusieurs substances présentes dans l'environnement (Akrich, Barthe et Rémy, 2010, Jouzel et Prete, 2014). Ce travail d'enquête est d'autant plus conséquent qu'il peut impliquer de la part des victimes qu'elles remettent en question leur « stock d'expérience » (Schütz, 1962) lorsque les substances incriminées semblaient jusqu'alors inoffensives et faisaient partie du quotidien. Il est par ailleurs générateur de dynamiques conflictuelles et dont la violence conduit parfois les personnes à se replier sur leur *for intérieur* plutôt que de supporter une contrainte de vérifiabilité devenue intenable (Luneau, 2018). Or, on peut faire l'hypothèse que la capacité des acteur-trices à ouvrir un *espace d'expression* au sein duquel ils ou elles peuvent témoigner d'un lien, réel ou supposé, entre des problèmes de santé et des substances toxiques, est une condition nécessaire à l'existence d'une exposition d'un point de vue sociologique.

Partant de cette hypothèse, je propose à travers cette communication de suivre la façon dont les problèmes d'exposition aux pesticides circulent au sein de différents « espaces publics numériques » (Cardon, 2019) quelles expositions accèdent à une relative publicité ? Observe-t-on des différences entre les supports ? Qui est absent des débats ? Quelles contraintes argumentatives (Chateauraynaud, 2011) pèsent sur les personnes faisant part de leurs interrogations quant à la toxicité d'une substance qu'elles ont utilisée ? Tout en abordant certains des axes des 3^{èmes} journées d'étude comme celle des inégalités, l'objectif de la communication est de comprendre les conditions de possibilité d'existence des expositions aux pesticides et leurs effets dans les « espaces publics numériques » alors que le moindre témoignage peut être disqualifié en étant traité de « fausses nouvelles ».

Je m'appuierai pour cela sur une enquête en cours (financée par l'ANSES) qui vise à analyser la circulation des controverses relatives aux pesticides, en particulier le glyphosate et les SDHI, entre les réseaux sociaux (Facebook et Twitter) et les médias. On dispose à l'heure actuelle d'un corpus de 1 354 983 tweets abordant la question des « pesticides » au sens large et de 417 687 posts facebook concernant le sujet plus spécifique du glyphosate. En plus des publications postées sur ces deux plateformes, on dispose également d'un corpus constitué d'articles de presse (47 276), de questions parlementaires et textes produits aussi bien par des associations environnementalistes que des firmes de l'agrochimie.

Les premières analyses descriptives font ressortir la présence de plusieurs groupes liés aux mondes professionnels de l'agriculture, que ce soient des agriculteur-trices promouvant des pratiques agroécologiques, défendant l'« agriculture de conservation des sols » ou se rattachant au label « agro-twittos ». On portera ainsi une attention particulière à la façon dont la question des expositions est discutée ou non au sein de ces groupes et selon les arènes.